

Kennedy

par Vincent Michelot

INÉDIT



biographie

folio
biographies

Extrait de la publication

FOLIO BIOGRAPHIES
collection dirigée par
GÉRARD DE CORTANZE

Kennedy

par

Vincent Michelot

Gallimard

Crédits photographiques :

1 : Getty Images / Time & Life Pictures / Yale Joel. 2 : Getty Images / Hulton Archive. 3 : John F. Kennedy Presidential Library and Museum, Boston. 4 : John F. Kennedy Library Foundation. 5 : Getty Images / Time & Life Pictures / Hank Walker. 6 : Sipa Press / AP. 7 : Corbis / Sygma / Pascal Le Segretain. 8 : Robert Knudsen / White House Photographs / John F. Kennedy Presidential Library and Museum, Boston. 9 : Sipa Press / AP / Henry Burroughs, File). 10 : Abbie Rowe / White House Photographs / John F. Kennedy Presidential Library and Museum, Boston. 11 : Akg-images / IAM. 12 : Sipa Press / Dalmas. 13 : Gamma-Rapho / Keystone. 14 : Sipa Press / AP / Paul Vathis, File. 15 : Akg-images / Ullstein Bild. 16 : Cosmos Photo / Report. 17 : Bettmann / Corbis.

© *Éditions Gallimard, 2013.*

Vincent Michelot est professeur d'histoire politique des États-Unis à Sciences Po Lyon. Ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, agrégé d'anglais, il est l'auteur d'une thèse de doctorat sur les nominations à la Cour suprême des États-Unis et de deux essais sur la présidence américaine, *L'Empereur de la Maison-Blanche* (Armand Colin, 2004) et *Le Président des États-Unis : un pouvoir impérial ?* (Découvertes Gallimard, 2008). Spécialiste des questions électorales, institutionnelles et constitutionnelles, fréquent commentateur de la vie politique américaine, il a récemment codirigé *Le Bilan d'Obama* (Presses de Sciences Po, 2012), un recueil d'essais sur le 44^e président des États-Unis.

Préface

« Nous aimerions pouvoir vivre comme nous avons vécu dans le passé. Mais l'histoire l'interdit* . » Dans son dernier discours avant son assassinat, le 22 novembre 1963, à la Chambre de commerce de Fort Worth, au Texas, le président John Fitzgerald Kennedy marquait pleinement l'idée de sa présidence comme un moment de transition entre deux ordres politiques mondiaux autour de l'affrontement entre les deux blocs et l'impossible retour à une forme d'âge d'or américain.

Le très court mandat du 35^e président des États-Unis représente également une transition tout aussi fondamentale entre deux Amériques sur le plan intérieur. En effet, le 20 janvier 1961, lorsque John Fitzgerald Kennedy prête serment sur les marches du Capitole, les États-Unis sont un pays qui a certes connu de profondes transformations politiques, économiques et sociales sous l'effet combiné de la crise de 1929, de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide, mais qui n'est pas pour autant

* « *We would like to live as we once lived. But history will not permit it.* »

entré de plain-pied dans la modernité. Certes, la décennie des années 1950 est celle pendant laquelle les Américains créent le plus de richesse au XX^e siècle mais, pour autant, la société américaine et sa représentation politique n'évoluent qu'à tout petits pas. Les prémices d'un changement vers plus de progressisme sont là : la Cour suprême a notamment commencé un patient travail de sappe et de déconstruction de la ségrégation raciale dans le Sud ; les femmes sont entrées massivement sur le marché du travail pendant la guerre et nombre d'entre elles sont restées dans les entreprises après le retour des GI à la maison.

Même le mouvement conservateur, en pleine reconstruction après une longue traversée du désert, n'ose plus affirmer que la période 1933-1945 aurait été une parenthèse monstrueuse que l'on pourrait refermer en privant l'État fédéral des nouveaux pouvoirs qu'il avait accumulés entre-temps.

Pour autant, avant 1960, ces évolutions n'ont pas de traduction dans la loi ou même dans le fonctionnement du système politique, comme si Présidence et Congrès étaient isolés ou coupés de la société. L'État-Providence que le président Franklin Delano Roosevelt avait commencé à construire pendant le New Deal est encore assez largement à l'état de projet et sa croissance ou son expansion ont été stoppées net par la loi Taft-Hartley de 1947, votée par un Congrès dominé, pendant une très courte période (1947-1948), par les Républicains. En mettant en place une nouvelle forme de contrat social américain, ce grand texte de loi conser-

vateur affirme que l'acteur premier de l'organisation économique et sociale est l'entreprise et non l'État, et que donc c'est bien à l'entreprise d'assurer la protection sociale et les retraites de ses employés, pas à la puissance publique par le biais de la redistribution.

Dans cette Amérique de l'après Seconde Guerre mondiale, les deux grands partis politiques, le Parti démocrate et le Parti républicain, sont des machines bien étranges et quasi médiévales : largement décentralisés — ce qui fait qu'il n'y a pas un Parti démocrate national mais au moins trois incarnations du parti entre le Nord, le Sud et l'Ouest ou le Midwest, avec chacune leurs thématiques et échelles de valeurs spécifiques — ou plus exactement n'existant vraiment qu'à l'échelle des États et des comtés, ils sont dominés par des « caïds » ou « patrons » locaux (« *party bosses* ») qui mettent villes et États en coupe réglée et, tous les quatre ans, à la convention de leur parti pour désigner le candidat présidentiel, viennent « livrer » les voix de « leurs » délégués à un homme qui aura été choisi lors de tractations et marchandages d'arrière-salles enfumées, loin de toute forme d'expression pluraliste de l'électorat ou de démocratie participative.

Ce monde masculin et blanc, souvent organisé sur la base des origines nationales, est régi par l'ancienneté et par des codes qui exigent que tout nouvel aspirant à des fonctions politiques, même mineures, passe par une longue période d'apprentissage qui ne permet une progression que très

lente vers le sommet de l'État. L'organisation du pouvoir législatif américain reflète d'ailleurs ces règles et codes avec un pouvoir écrasant des présidents de commission, à la Chambre haute comme à la Chambre basse, des présidents qui ont droit de vie et de mort sur tous les projets de loi, quelle qu'en soit l'origine, et qui utilisent ce pouvoir pour redistribuer postes et crédits fédéraux dans leurs États d'élection, mais aussi accumuler une monnaie d'échange avec l'exécutif, ce qui leur permet in fine de consolider leur emprise sur leurs électeurs et donc leurs chances de réélection. Pour avoir de bonnes chances de devenir président des États-Unis après la guerre, mieux valait être gouverneur ou général, des parcours qui, eux, permettaient des carrières plus rapides et affranchies de la nécessité de passer sous les fourches caudines des anciens du Congrès.

On mesure donc immédiatement la rupture que représente l'élection en 1960 d'un homme de quarante-trois ans qui n'a guère que quatorze ans d'ancienneté au Congrès (six à la Chambre basse — dont les deux premières dans la minorité — et huit à la Chambre haute) et entame simplement son deuxième mandat de sénateur. Cet homme est de plus le premier catholique à accéder à la magistrature suprême. Avant lui, il n'y avait eu qu'un exemple d'un grand parti présentant à la présidence ce que beaucoup aux États-Unis continuaient à appeler un « papiste » : Al Smith, le puissant gouverneur de New York, avait été le premier catholique investi ; lorsque les Démocrates préparent la campagne présidentielle de 1960 qui clôt deux man-

dates républicains à la Maison-Blanche, une première depuis les années 1921-1933, chaque cadre du parti et militant se rappelle surtout la cuisante défaite qu'Al Smith subit face à Herbert Hoover en novembre 1928. Pourquoi tenter le diable avec un catholique ?

Le Congrès lui-même est dominé par une puissante coalition conservatrice qui mêle Démocrates et Républicains et dispose, grâce à une alliance entre conservateurs républicains du Midwest et Démocrates ségrégationnistes du Sud, du pouvoir de bloquer toute initiative en matière de droits civiques, de droits des salariés ou encore de redistribution des richesses. Le Sud, à l'aube des années 1960, est une région des États-Unis qui vit depuis la fin du XIX^e siècle en situation de monopartisme, le Parti républicain, parti de l'abolition et de la Reconstruction, ayant été exclu du jeu politique et électoral. Dans ce Sud des Dixiecrates*, plus de 90 % des enfants noirs vont à l'école dans des établissements totalement ségrégués, malgré le fait que, en 1954 et 1955, la Cour suprême des États-Unis, dans un arrêt historique, *Brown c. Board of Education of Topeka, Kansas*, avait invalidé le principe de « séparation dans l'égalité » dans les écoles primaires et secondaires publiques, ouvrant, par extension progressive de la jurisprudence, la voie à la déségrégation raciale dans tous les domaines du

* C'est le nom qui est formé à partir de Dixie, une des appellations du Sud, et Démocrates, pour désigner les Démocrates du Sud.

secteur public. Dans ce même Sud, seuls 10 % environ des Afro-Américains exerçaient réellement leur droit de vote, tant étaient nombreux les obstacles juridiques, réglementaires et matériels à l'exercice du suffrage. Et si l'on votait, c'était souvent sur la base d'une carte électorale qui datait du début du siècle et ne reflétait évidemment pas les évolutions du corps électoral, en particulier la fuite des Noirs vers les villes du Nord et du Midwest, mais aussi celles du Sud. Quand bien même un Noir américain exerçait son droit de suffrage, il était donc fort probable que sa voix ne pèse pas du même poids que celle d'un électeur blanc. On est, en 1960, encore à la fois fort loin et en même temps tout proche de ce principe posé par la Cour suprême des États-Unis de « une personne, une voix » (« *one person, one vote* »).

Ces États-Unis de 1961 sont aussi ceux du « complexe militaro-industriel » que le président sortant, Dwight D. Eisenhower, avait dénoncé dans son discours d'adieu du 17 janvier et qui pourtant ne prenait que plus de poids et de légitimité dans le contexte d'affirmations effrayantes mais largement fantaisistes selon lesquelles l'URSS se serait assurée de la supériorité sur les États-Unis en matière nucléaire, la fameuse théorie du « missile gap* ».

* Une idée avancée par les opposants à l'administration Eisenhower et les « faucons » en général à la fin des années 1950, en particulier après le lancement de Spoutnik en 1957, selon laquelle les États-Unis seraient en retard — d'où l'idée d'un fossé (*gap*) à combler — dans la production de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM). Kennedy, qui est l'auteur du terme de « missile gap », reprend et utilise abondamment cette théorie dans sa campagne sénatoriale de 1958 et durant l'élection présidentielle. Les historiens aujourd'hui sont unanimes : il s'agissait d'une déformation grossière de la réalité militaire qui restait à l'avantage des États-Unis.

Nombreux sont les points de fixation de la guerre froide, de Berlin au Vietnam en passant par Cuba ou l'espace, nouveau champ d'affrontement des deux super-puissances, et la virulence de l'anticommunisme de John F. Kennedy et de Richard M. Nixon, les deux prétendants à la magistrature suprême lors de l'élection de 1960, fait de la « détente » un concept à inventer.

À la fin des années 1960, cette Amérique a été profondément transformée et, d'une certaine manière, sans la violence meurtrière de 1968 à l'extérieur et à l'intérieur, elle ressemble déjà plus, malgré l'éloignement chronologique, au pays de Barack Obama qu'à celui de Dwight Eisenhower. Cette ombre portée des années Kennedy-Johnson sur le XXI^e siècle, on la voit par exemple lors de l'élection présidentielle de 2008, lorsque les Noirs américains pèsent du même poids dans la démographie et dans le corps électoral, une première dans l'histoire du suffrage aux États-Unis. De même, le grand débat autour de l'adoption de la loi sur la réforme de la couverture santé, le Affordable Care Act (que ses détracteurs ont surnommé Obamacare), est en quelque sorte l'aboutissement d'un processus progressif d'expansion des droits pour parvenir à une couverture maladie « universelle » que le Parti démocrate a longtemps considérée comme un élément structurant de son programme et de sa philosophie de l'État, de Franklin Roosevelt à Bill Clinton en passant par Harry Truman, John Kennedy et Lyndon Johnson.

On touche là cependant à une difficulté que tous les historiens de la période soulignent dès lors qu'il s'agit d'évaluer le bilan de John F. Kennedy : comme dans de très nombreux domaines de la politique intérieure américaine, cette Amérique de la fin des années 1960 qui s'étend par ses choix démocratiques et ses textes législatifs jusqu'à aujourd'hui est, au moins stricto sensu, plus l'héritage de Lyndon Johnson et de sa « Grande Société » que celui de John Kennedy et de sa « Nouvelle Frontière » : en effet, c'est bien l'ancien vice-président, par exemple, qui a obtenu l'adoption par le Congrès des deux grandes lois sur les droits civiques, le Civil Rights Act de 1964 et le Voting Rights Act de 1965 ; c'est bien Lyndon Johnson qui permet la création de ces deux systèmes publics d'assurance-maladie que sont le Medicare, pour les Américains de plus de soixante-cinq ans, et le Medicaid, pour ceux qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Ce ne sont là que deux des exemples parmi les plus connus d'une séquence présidentielle dans laquelle les mille trente-six jours à la Maison-Blanche de John Kennedy apparaissent en quelque sorte comme un brouillon progressiste, la promesse rhétorique d'une transformation politique qui ne se réalise et ne se concrétise véritablement que sous l'égide de l'ancien leader de la majorité démocrate au Sénat, comme si les compétences de l'un et de l'autre ne pouvaient se compléter qu'en succession et non de manière contemporaine. De fait, une grille d'analyse courante montre un président Kennedy qui porte le fer contre les conservatismes, engage le combat, initie un pro-

cessus incrémental de réforme et fait sauter un certain nombre de verrous à la fois idéologiques et de procédure, mais se heurte à une résistance très organisée que seule l'intime connaissance des mécanismes parlementaires de l'ancien leader de la majorité démocrate au Sénat qu'est Lyndon Johnson permettra de surmonter, surtout lorsqu'elle sera couplée avec une exploitation presque forcenée de l'émotion suscitée par l'assassinat du jeune président. C'est évidemment plus complexe dans la réalité, mais pour autant on touche là du doigt cette étrange gémellité exécutive.

De fait, il est pratiquement impossible historiquement de dissocier ces deux présidences et dans nombre d'ouvrages, dont l'essai classique de Lewis Gould sur la présidence moderne, elles ne font d'ailleurs qu'une : la première se construit dans les urnes par la nécessité pour John Kennedy à la fois d'équilibrer géographiquement son ticket présidentiel et de reconnaître symboliquement le pouvoir incontournable de la représentation démocrate au Congrès ; elle se poursuit par une relation tendue, méfiante et difficile entre deux hommes qui sont dans une alliance de raison très pragmatique, qui ne possèdent pas d'affinités l'un pour l'autre et dans laquelle pourtant existe un besoin réciproque de l'autre ; la seconde, la présidence de Lyndon Johnson, se nourrit elle des combats du président Kennedy, puis transforme les promesses de ce dernier en textes de loi, tout en maintenant une continuité sur les questions de politique étrangère malgré des inflexions importantes sur le Vietnam et le désar-

mement nucléaire. Dans ce contexte, l'héritage est entièrement partagé, des progrès notables en matière de droits civiques, du moins dans les textes, à l'embourbement au Vietnam en passant par une nouvelle dynamique des rapports avec l'Union soviétique. On discerne pourtant une différence majeure : les succès spécifiquement attribuables au président Kennedy se trouvent essentiellement dans le domaine de la politique étrangère ; ceux de Lyndon Johnson dans le domaine intérieur, comme si, dans cette double présidence Kennedy-Johnson, se rejouait cet affrontement entre deux formes structurantes de l'État aux États-Unis, l'État-Providence (Welfare State) et l'État de la Sécurité nationale (National Security State), qui permet de comprendre le positionnement des deux grands partis vis-à-vis des institutions.

Ces deux présidences à la fois quasi fusionnelles et pour autant radicalement différentes mettent bien en exergue la spécificité de la fonction de chef de l'exécutif aux États-Unis et posent la question de savoir comment un homme peut incarner presque à lui seul une transformation aussi profonde de la société américaine que celle impulsée par John Fitzgerald Kennedy et Lyndon Baines Johnson. Cet exceptionnalisme présidentiel américain est d'autant plus notable que la présidence de John Fitzgerald Kennedy ressemble à une Sagrada Familia* politi-

* La célèbre basilique inachevée de l'architecte catalan Gaudí, considérée comme l'exemple le plus pur du modernisme catalan.

que, inachevée, imparfaite, truffée de vices de fabrication et d'imperfections et pourtant pleine de promesses de dépassement et de transcendance républicaine.

Comment en effet comprendre l'entrée au Panthéon de la République américaine d'un homme qui inaugure en quelque sorte son mandat par l'assentiment donné à une opération militaire catastrophique et bâclée, l'invasion de la baie des Cochons, qui, aux antipodes des déclarations de campagne, fragilise considérablement la position des États-Unis dans la communauté des nations, affaiblit les États-Unis face à l'URSS dans la guerre froide et enfin invite la présence soviétique à quelques dizaines de kilomètres des côtes de la Floride ? Cet échec, que certains qualifient de faute ou d'erreur historique, est renforcé par un paradoxe : c'est le même homme qui, exactement un mois plus tôt, en mars 1961, avait annoncé, dans un discours qui promettait de révolutionner la relation entre les États-Unis et l'Amérique latine, une « Alliance pour le Progrès » dont l'idéal était la rupture avec les pratiques impérialistes et les rapports de domination qui avaient caractérisé le face-à-face entre le géant américain et ses voisins du Sud.

Comment expliquer aussi qu'un président, qui ne s'intéresse que contraint et forcé à la question des droits civiques et qui garde constamment en tête la nécessité de ne pas compromettre ses chances de réélection en 1964 en s'aliénant les Démocrates du Sud sur la question raciale, puisse être devenu l'incarnation institutionnelle de la déségrégation

raciale ? Comment ne pas s'interroger, enfin, sur le hiatus entre cette place réservée à John Fitzgerald Kennedy dans l'inconscient collectif américain et les difficultés énormes qu'il rencontre pendant les deux ans et dix mois de son mandat abrégé à faire adopter par le Congrès, pourtant à majorité démocrate, ses projets en matière de politique intérieure ? Ce ne sont là que quelques-uns des paradoxes ou des apories les plus connus qu'on attache à John Kennedy.

Les réponses appartiennent à trois ordres différents qui se combinent : d'une part, la présidence de John Kennedy était à peine achevée qu'elle faisait déjà l'objet d'une interprétation et d'une reconstruction monumentale, au premier chef sous la plume de Theodore Sorensen, le rédacteur de ses discours et l'un de ses plus proches conseillers pendant ses années au Sénat et à la Maison-Blanche. Sa biographie, *Kennedy*, parue en 1965, a largement contribué à façonner et à contraindre, au sens architectural du terme, l'historiographie ultérieure, ce en raison de l'extraordinaire proximité entre le sujet et l'auteur, de l'accès dont ce dernier a pu bénéficier à tous les moments, même les plus intimes, de la carrière de John Kennedy, de la qualité reconnue de la plume enfin. L'ouvrage de Ted Sorensen pourrait littéralement être qualifié d'autobiographie par procuration.

John Kennedy est aussi le personnage central de ce que presque tous les historiens des États-Unis considèrent comme le récit de campagne présidentielle le plus achevé jamais écrit, *The Making of the President 1960*, dont l'auteur, Theodore White, était

aussi un proche, et qui lui aussi crée une grille d'analyse de l'élection de 1960 et de l'ascension au pouvoir de l'ancien sénateur du Massachusetts qui sera très difficile à déconstruire ou à contester, si ce n'est par le recours à la polémique. Ainsi sacralisée par deux textes séminaux qui l'encadrent, le mandat de John Kennedy est un récit mythologique avant même que sa présidence ne se termine réellement. Cette mythologie va par la suite être doublement nourrie : d'abord par la controverse autour du rapport publié par la Commission Warren sur l'assassinat de John Kennedy, ensuite par la succession dynamique des strates historiographiques avec l'hagiographie qui cède la place au révisionnisme pour permettre dans un troisième mouvement une synthèse globalisante dont on peut considérer que l'ouvrage de Robert Dallek, *An Unfinished Life, John F. Kennedy 1917-1963*, est l'exemple le plus abouti. Même un demi-siècle plus tard, à l'orée de ce qui aurait pu être le centième anniversaire de John Kennedy, c'est toujours l'histoire du temps présent que l'on écrit lorsqu'il s'agit du 35^e président des États-Unis.

Dans le même esprit, l'interruption brutale de la vie de John Kennedy le 22 novembre 1963 apparaît comme une invitation faite aux historiens et aux hommes politiques d'achever le récit, de transformer la promesse en politique publique ou en doctrine. Concrètement cela se traduit par de multiples réécritures de l'histoire au centre desquelles on trouve souvent les mêmes interrogations :

John Kennedy aurait-il transformé la présence de conseillers militaires et de troupes de combat au Vietnam en une intervention militaire à grande échelle ? Le Congrès des États-Unis aurait-il adopté la loi de 1964 sur les droits civiques ? Le deuxième mandat aurait-il été plus productif en matière intérieure, notamment sur les questions économiques ? Ce type d'interrogations qui relève de l'histoire-fiction déplace le terrain de l'évaluation du mandat d'un président de ses réalisations vers sa philosophie, un transfert dont les chefs de l'exécutif sortent rarement égratignés ou blessés. Les hommes et les femmes politiques font de même avec John Kennedy, s'appropriant la rhétorique volontariste de transformation et de dépassement, de primauté de l'intérêt général sur les intérêts particuliers dans les campagnes, faisant appel à la capacité de John Kennedy à casser les codes et les traditions mais s'inspirent rarement du modèle de gouvernance que le président Kennedy met en place lorsqu'il arrive à la Maison-Blanche. Entre ces deux présidences indissociables, celles de John Kennedy et de Lyndon Johnson, existe une différence fondamentale dans le récit de l'historien : le premier s'écrit à l'irréel du passé (ce qu'elle aurait pu être), le second au passé (ce qu'elle a été).

Par ailleurs, et là encore c'est Ted Sorensen qui nous met sur la piste dans l'avant-propos de la deuxième édition de son *Kennedy*, publiée en 2009^{1*}, les présidents des États-Unis sont toujours jugés de manière comparative (et d'ailleurs classés

* Les notes bibliographiques sont regroupées en fin de volume p. 284.

Verdi, par ALBERT BENSOUSSAN

Verlaine, par JEAN-BAPTISTE BARONIAN

Boris Vian, par CLAIRE JULLIARD

Léonard de Vinci, par SOPHIE CHAUVEAU

Wagner, par JACQUES DE DECKER

Andy Warhol, par MERIAM KORICHI

Oscar Wilde, par DANIEL SALVATORE SCHIFFER

Tennessee Williams, par LILIANE KERJAN, prix du Grand Ouest des écrivains de l'Ouest 2011.

Virginia Woolf, par ALEXANDRA LEMASSON

Stefan Zweig, par CATHERINE SAUVAT



Kennedy

Vincent Michelot

Cette édition électronique du livre
Kennedy de Vincent Michelot
a été réalisée le 06 mars 2013
par les Éditions Gallimard.

Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782070442713 - Numéro d'édition : 182063).

Code Sodis : N48915 - ISBN : 9782072441899
Numéro d'édition : 232385.